



EXTRAIT

Du Registre des délibérations du Conseil Communautaire

DELIBERATION N° 11/2018 – 4

OBJET : PERIMETRE DELIMITE DES ABORDS (P.D.A)
Proposition d'un périmètre Délimité des Abords (P.D.A) des monuments
historiques sur la commune de Moissac

L'An deux mille dix-huit et le quatorze du mois de novembre (14.11.2018) à 18 heures 30, le Conseil Communautaire de la Communauté de Communes Terres des Confluences, convoqué le 8 novembre 2018, s'est assemblé à la salle Jules Fromage de Saint-Nicolas-de-la-Grave, sous la présidence de Monsieur Bernard GARGUY, Président de la Communauté de Communes.

CONSEILLERS PRESENTS :

M. GARGUY Bernard, Président
M. BESIERS Jean-Philippe, 1^{er} Vice-Président
M. HENRYOT Jean-Michel, 2^{ème} Vice-Président
M. BRIOIS Dominique, 3^{ème} Vice-Président
M. CAPAYROU Joël, 4^{ème} Vice-Président
Mme FORNERIS Dominique, 5^{ème} Vice-Présidente
Mme FEAU Annie, 6^{ème} Vice-Présidente
Mme VISSIERES-DELVOLVE Marie-Thérèse, 7^{ème} Vice-Président
M. BENCE Jean-Marie, 8^{ème} Vice-Président
Mme DELZERS Monique, 9^{ème} Vice-Présidente
M. GIAVARINI Jean-Claude, 10^{ème} Vice-Président
Mme ROLLET Colette, 11^{ème} Vice-Présidente
M. LANNES Serge, 12^{ème} Vice-Président

Mme ROBIN Nathalie - Mme BAJON-ARNAL Jeanine - Mme HURREAU-SAUVET Nadia - M. PONS Michel - Mme CARDONA Muriel (à partir de la délibération n°1) - Mme TRESSENS Christiane - M. IMBERT Jean-Paul - M. BENECH Robert - M. ANGLES André - Mme GAMBARA Corinne - Mme GARRIGUES Maïté - Mme BAULU Maryse - M. ANDRAL Maurice - M. HENRYOT Jean-Luc - Mme VALETTE Muriel - M. FONTANIE Pierre - M. JAUBERT Jacques - M. DUPUY Guy - M. DELLAC Patrick - M. LAFONT Hubert - M. GERARDIN Frédéric - M. DESQUINES Philippe - M. SAMAIN Hugues - M. FEGNE Jean - M. BRAS Jacques - M. DIRAT Gilberte -

CONSEILLERS REPRESENTES :

M. REMIA Alex
M. KOZLOWSKI Éric
Mme CAMPOURCY Véronique
M. CASSIGNOL Michel
Mme MAERTEN Fabienne
M. GUILLAMAT Pierre
Mme CASTRO Marie
M. VALLES Gérard
M. DESCAZEUX Robert
M. PREVEDELLO Xavier

a donné procuration à M. BENECH Robert
a donné procuration à Mme HURREAU-SAUVET Nadia
a donné procuration à M. PONS Michel
a donné procuration à Mme GARRIGUES Maïté
a donné procuration à M. HENRYOT Jean-Luc
a donné procuration à Mme VISSIERES-DELVOLVE MT
a donné procuration à Mme FEAU Annie
a donné procuration à M. GARGUY Bernard
est remplacé par M. VIGNAUX C., conseiller suppléant
a donné procuration à Mme BAJON-ARNAL Jeanine

ABSENTS EXCUSES :

Mme BERGE Marie-Luce
M. CALVI Daniel
Mme CARDONA Muriel (jusqu'au procès-verbal)

ABSENTS NON EXCUSES :

M. CHARLES Patrice
M. GARRIGUES Jean-Claude

En conformité à l'article L.5211-2 du Code Général des Collectivités Territoriales, il a été procédé par voie de scrutin à l'élection d'un Secrétaire pris dans le sein de l'Assemblée, Mr Jean-Luc HENRYOT ayant obtenu la majorité des suffrages, a été délégué pour remplir ces fonctions qu'il a acceptées.

Dans le cadre de la mise en compatibilité du PLU avec l'AVAP et en application de l'article L621-30-1 du Code du Patrimoine relatif à la protection des abords des monuments historiques inscrits ou classés, l'Architecte des Bâtiments de France, chef du Service Territorial de l'Architecture et du Patrimoine (S.T.A.P) de Tarn-et-Garonne, propose à la commune de mettre en place de nouvelles délimitations de périmètres de protection des monuments, en remplacement du périmètre systématique de 500 mètres.

L'objectif de ce nouveau Périmètre Délimité des Abords (P.D.A) est de maîtriser et de disposer d'un outil prescriptif et négocié qui permette de mettre en valeur les immeubles des abords de l'abbaye, les façades du front de rivière, les quartiers Art Déco ou les maisons individuelles des coteaux.

L'étude réalisée par le S.T.A.P aboutit à une proposition :

- Suppression pure et simple de l'emprise des 500 mètres,
- Délimitation d'un P.D.A (cf pièces annexes).

Les surfaces des périmètres de protection diminuent ainsi que le nombre de dossiers transmis à l'Architecte des Bâtiments de France qui n'intervient plus dans la partie exclue des périmètres délimités.

A l'intérieur de ce périmètre, le champ d'application du contrôle des travaux ne se base plus sur un double critère comme dans le périmètre des 500 mètres. L'avis de l'ABF est réputé conforme dans le périmètre des 500m autour de l'édifice protégé si les immeubles concernés sont en outre visibles de ce dernier ou en même temps de lui (covisibilité).

Au sein du P.D.A, la notion de covisibilité n'existe plus et tous les avis de l'Architecte des Bâtiments de France sont conformes.

Cette protection a le caractère de servitude d'utilité publique et peut être instruite concomitamment à la mise en compatibilité du PLU avec une enquête publique conjointe.

Le périmètre délimité des abords est créé par décision de l'autorité administrative, sur proposition de l'architecte des Bâtiments de France, après enquête publique, consultation du propriétaire ou de l'affectataire domanial du monument historique et, le cas échéant, de la ou des communes concernées et accord de l'autorité compétente en matière de plan local d'urbanisme, de document en tenant lieu ou de carte communale. En l'absence d'accord de cette dernière autorité, le périmètre est créé par décision de l'autorité administrative après avis de la commission régionale du patrimoine et de l'architecture, s'il ne dépasse pas 500 m, ou par décret en Conseil d'Etat, après avis de la Commission nationale du patrimoine et de l'architecture, dans le cas contraire.

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu le Code du Patrimoine ;

Vu le Code de l'Urbanisme, notamment les articles L153-8 et L153-9 stipulant que l'établissement public de coopération intercommunale peut décider, après accord de la commune concernée, d'achever toute procédure d'élaboration ou d'évolution d'un plan local d'urbanisme, engagée avant la date de sa création, y compris lorsqu'elle est issue d'une fusion ou du transfert de cette compétence ; qu'il se substitue de plein droit à la commune dans tous les actes et délibérations afférents à la procédure engagée ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 82-2016-09-09-001 en date du 9 septembre 2016 portant création de la Communauté Terres des Confluences par fusion de la Communauté de Communes Terres de Confluences et de la Communauté de Communes Sère-Garonne-Gimone et extension du périmètre fusionné aux communes de Saint-Porquier et La Ville-Dieu-du-Temple au 1er janvier 2017 ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 82-2016-11-29-003 en date du 29 novembre 2016 complétant l'arrêté préfectoral n° 82-2016-00-00-001 susvisé, fixant parmi les compétences obligatoires de la communauté de communes la compétence planification ;

Vu l'arrêté préfectoral n°82-2017-12-19-002 en date du 19 décembre 2017 portant modification des statuts de la Communauté de Communes ;

Vu les articles L631-2 (version en vigueur) et L642-1 (version antérieure) du Code du Patrimoine disposant que le transfert de la compétence planification à l'EPCI transfère également la compétence en matière d'AVAP ;

Vu la délibération du Conseil Municipal de Moissac en date du 27/09/2018 sollicitant la Communauté de Communes Terres des Confluences pour poursuivre la procédure d'approbation de l'AVAP, pour engager la procédure de déclaration de projet emportant mise en compatibilité du Plan Local d'Urbanisme de Moissac avec le projet d'AVAP et pour engager une procédure de modification du PLU de Moissac ;

Vu la proposition de PDA transmise par l'Unité Départementale de l'Architecture et du Patrimoine en date du 1 mars 2018,

Vu le projet de délibération du 15/11/2018 de la commune de Moissac donnant son accord sur le projet de PDA ;

Vu l'avis de la commission communautaire « Aménagement de l'espace, Urbanisme et Ruralité » en date du 24/10/2018 ;

Vu l'avis du bureau communautaire en date du 6 novembre 2018 ;

Considérant que le Périmètre Délimité des Abords proposé reprend les limites de l'AVAP, en restreignant la protection des abords aux seuls secteurs de valeur patrimoniale pris en compte dans l'AVAP ;

Considérant que le projet de PDA propose de supprimer la protection des 500 mètres sur certains secteurs (cf pièces annexes) ;

DISPOSITIF DE LA DELIBERATION DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE

Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré :

- **donne** leur accord sur la proposition de Périmètre Délimité des Abords des monuments historiques sur le territoire de la commune de Moissac telle qu'elle est annexée à la présente délibération ;
- **autorise** Monsieur le Président à signer tout acte ou document qui serait la suite des présentes.

Le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que celui-ci peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Toulouse dans un délai de deux mois à compter de sa :

Transmission en Sous-Préfecture le : 16/11/18

Publication le : 16/11/18

Notification le : 16/11/18

Membres en exercice :53
Présents :40
Votants :49
Adoptée à l'unanimité des votants

AU REGISTRE SONT LES SIGNATURES
POUR COPIE CONFORME AU REGISTRE
DES DELIBERATIONS

LE PRESIDENT,

B. GARGUY



